

# L'afflux de rapatriés afghans provoque un choc humanitaire

— Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 1,3 million d'Afghans ont été contraints de revenir dans leur pays, venant d'Iran ou du Pakistan. Débordées, les autorités s'en remettent aux ONG et à l'ONU.

— Une grande partie des rapatriés doivent composer avec un régime taliban qu'ils n'ont pas connu. Particulièrement les femmes.



Dans la fournaise du désert, des milliers d'Afghans en provenance d'Iran s'agglutinent dans la province frontalière de Farah. Avec des températures oscillant entre 45 et 50 °C, l'accès à l'eau est la première des urgences. Les camions-citernes affrétés par Solidarités international arrivent brûlants. « Pour ne pas que les enfants s'ébouillantent en se lavant les mains, ou en buvant, nous devons acheminer des pains de glace pour refroidir l'eau », explique Marjolaine Bos, directrice pays de l'Afghanistan. L'enjeu est vital : il y a deux semaines, deux adolescents sont morts de déshydratation. L'organisation, en première ligne, mobilise 90 personnes pour fournir les services les plus pressants : organisation des toilettes et de l'hygiène de base.

Selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations, qui aide à acheminer par bus les populations jusqu'à leur village d'origine, près de 1,3 million de nationaux ont afflué aux frontières depuis le début de l'année, qu'ils viennent d'Iran (1,1 million) ou du Pakistan (218 000) où ils ne sont plus les bienvenus. Fin mai, Téhéran avait donné « jusqu'au 6 juillet » aux « 4 millions d'Afghans illégaux » pour quitter son territoire. Et le Pakistan a lancé le 1<sup>er</sup> avril une campagne d'expulsions massive



Des réfugiés afghans revenus d'Iran à Islam Qala, dans la province d'Herat, le 4 juillet. La ville est le plus gros point de passage le long de la frontière iranienne. Mustafa Noori/Middle East Images/AFP

contre les 3 millions d'Afghans présents sur son sol.

Les retours forcés en provenance du Pakistan concernent d'abord les Tadjiks et les Hazaras, qui s'orientent en direction de Jalalabad ou de Kandahar, tandis que ceux expulsés d'Iran sont en majorité des Pachtounes. « Ces retours continuent de faire pression sur les communautés d'accueil déjà vulnérables, mettant à rude épreuve les services et les

## repères

**L'ONU s'attend à 3 millions de retours cette année**

**Quelque 3 millions d'Afghans pourraient retourner dans leur pays d'ici à la fin de l'année, a estimé le 11 juillet le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.**

**Depuis la prise de pouvoir des talibans en août 2021, l'État faisait déjà face**

**à de profondes fragilités : effondrement économique, isolement international, incapacité à contrôler les provinces éloignées, corruption, insécurité, menace du groupe État islamique...**

**L'ONU a pris des mesures d'urgence pour renforcer les systèmes d'eau et d'assainissement construits pour 7 000 à 10 000 personnes par jour, ainsi que les vaccinations, la nutrition et les espaces adaptés aux enfants.**

flux, contre 26 % en avril) passent la nuit sur place, pour se mettre en règle et faire vacciner les enfants. Ce n'est qu'ensuite que les ménages pourront espérer rentrer chez eux.

La population organise des solidarités spontanées. Des files entières de voitures de particuliers affluent pour proposer aux gens de les déposer dans leur village d'origine. « C'est assez beau de voir cet élan, et en même temps, il faut le canaliser : les gens venaient tellement remplir nos citernes d'eau que nous avons eu beaucoup de mal à les vider pour les nettoyer, ce qui est indispensable pour garantir l'hygiène », témoigne Marjolaine Bos.

Les autorités locales se mobilisent, elles aussi, pour ouvrir l'accès à certains services, comme distribuer des cartes SIM pour la téléphonie et parfois même un peu d'argent liquide aux ménages les plus pauvres. Mais à Islam Qala, le plus gros point de passage à la frontière iranienne en amont de la ville de Herat (entre

**À Islam Qala, le plus gros point de passage, le système d'accueil est totalement saturé.**

25 000 et 30 000 personnes y échouent chaque jour), le système d'accueil est totalement saturé.

Là, l'ONU et les ONG doivent s'unir pour former un border consortium afin de gérer notamment la situation sanitaire. « Il y a déjà beaucoup de monde à Herat, de notre côté nous avons envoyé une clinique mobile, mais nous nous attendons surtout à aller en seconde ligne dans les déserts médicaux qui concernent un tiers du pays et où les gens affluent », explique Hugo Alvarez, responsable du pôle Eurasie de Médecins du monde, de retour de mission.

Suite page 10. ●●●